

Avant que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) quitte la Chambre—ce n'est pas délibérément qu'il en a choisi le moment, je le sais—j'aimerais faire une remarque que je voudrais qu'il entende. L'autre jour, j'ai lu un de ses discours dans lequel il disait la même chose. Ce n'était peut-être pas intentionnellement, mais il a bien dit que la seule façon de garder les sociétés étrangères au Canada c'était de leur donner de plus gros bénéfices. C'est, je pense, ce qu'il a dit au sujet du prix des automobiles, qui est plus élevé ici qu'aux États-Unis. Il prétend que nous devons donner aux fabricants les moyens de réaliser plus de bénéfices. Autrement dit, nous devons continuer à les soudoyer. S'il le désire, le ministre peut maintenant quitter la salle.

• (1630)

C'est, je suppose, une certaine stratégie industrielle, mais est-ce réellement le genre de stratégie industrielle dont un pays qui se respecte peut être satisfait, est-ce ce genre de stratégie industrielle que veulent les salariés? Ces derniers sont-ils disposés à payer toujours plus d'impôts pour soudoyer les sociétés afin qu'elles demeurent au Canada? Nous autres, Canadiens, sommes-nous impuissants au point de ne pouvoir développer notre propre pays? N'avons-nous pas la technique, les aptitudes, l'intelligence et tout ce qu'il faut pour le faire nous-mêmes? La seule politique industrielle du parti libéral est de soudoyer en diable les sociétés.

Si le programme DISC comporte certains avantages, voyons quels effets il aura sur les sociétés d'appartenance étrangère. Le gouvernement libéral n'essaiera pas de prendre à leur égard des mesures législatives, ou d'y incorporer des dispositions de sauvegarde dans nos mesures, et ne leur signifiera pas d'avoir à se comporter, dans le cadre des leurs activités au Canada, en bons citoyens. Le gouvernement ne fait que les soudoyer, augmenter la mise et leur faire plus de concessions qu'aucun autre pays. A mon avis, on ne peut pas leur donner beaucoup plus car nous en tirons maintenant très peu au titre de l'impôt sur les revenus des sociétés, un montant qui ne dépasse guère 2,3 milliards de dollars. Compte tenu du milliard de dollars absorbés par le ministère de l'Expansion économique régionale et d'un autre demi-milliard servant aux de programmes de dons du gouvernement, nous ne tirons même pas un milliard de dollars du secteur des sociétés. Comme l'a demandé Carter, si l'on ne tire rien des sociétés, pourquoi en a-t-on besoin? Nous avons assurément le droit d'attendre, non pas que les sociétés portent le fardeau tout entier des besoins de notre société, mais qu'elles en portent une partie, au lieu de le placer entièrement sur les épaules des salariés du pays.

Il faut se demander qui sont nos amis car en fait c'est le jeu de la politique. Il est clair que nous savons qui sont les amis du parti libéral et ce ne sont pas les salariés du Canada. Le parti ne se soucie guère d'eux. Maintenant que les élections sont imminentes il deviendra sans doute très difficile au ministre des Finances (M. Turner) de résister aux pressions qu'exercent sur lui les argentiers. Je suis convaincu qu'ils n'auront plus de difficulté avec lui. Ce budget fait les délices des argentiers. Que peuvent-ils espérer de plus du ministre des Finances? Il leur a fait un merveilleux cadeau à la veille ou à l'avant-veille des élections. Le gouvernement n'a même pas besoin d'être très généreux envers les sociétés canadiennes. Quelques-unes sont importantes, mais un plus petit nombre encore le sont pour les libéraux. Elles songent parfois aux conservateurs, mais elles se reprennent vite quand on présente un budget pareil.

[M. Saltsman.]

Ce gouvernement ne pêche pas par excès de générosité. Si vous reprenez 1 p. cent de ces magnifiques subventions, le parti libéral ne disposera que de 5 millions pour faire ses élections. J'y vois également un autre avantage. Si le premier ministre (M. Trudeau) veut organiser un banquet à Toronto, il peut toujours hausser le prix du couvert, car ils peuvent se le permettre. Il n'a même pas à leur servir des mets plus fins, et ils n'ont aucune raison d'attendre de meilleurs discours. Au moins, il est en mesure de demander plus d'argent, lui qui s'est montré généreux; et j'incline à penser qu'ils lui rendront sa générosité de quelque manière. Si le monde des affaires apprécie ces cadeaux, tel n'est pas le cas de la plupart des Canadiens. Je ne veux pas rabaisser certains aspects de ce budget qui n'est pas dénué de qualités; cependant, la majorité des Canadiens y trouveront bien peu qui soit de nature à améliorer leur situation.

Le ministre des Finances joue un jeu bizarre. Il joue un peu le rôle de Robin des Bois à l'envers, c'est-à-dire qu'il vole les pauvres pour aider les riches. Nous devrions peut-être l'appeler Des Bois Robin lorsqu'il agit de cette manière. Théoriquement, dans un pays civilisé, personne ne doit voler qui que ce soit, mais il a décidé de prendre aux ouvriers et aux employés pour aider ceux qui n'ont pas besoin de stimulant ni d'aide. Si on pense que c'est le seul moyen de stimuler l'économie canadienne, en dépit des inégalités qui peuvent en résulter, on ferait peut-être bien de laisser tomber complètement la notion d'équité; rien ne prouve cependant qu'il faille sacrifier l'équité, surtout à un moment où les bénéfices augmentent considérablement. Les bénéfices ont longtemps été très restreints et ils commencent maintenant à reprendre du terrain. Rien ne permet de croire que les bénéfices doivent s'accroître d'une manière générale pour qu'il y ait le plein emploi, à moins évidemment de penser que le gouvernement est impuissant et faible et qu'il est totalement incapable de régler des questions comme le programme DISC ou la menace qui pèse sur l'accord canado-américain de l'automobile.

Considérons ce brave et charmant «Robin Des Bois» qu'est notre ministre des Finances. En bon brigand au cœur tendre, lorsqu'il quitte la banque qu'il vient de dévaliser ou le pauvre qu'il vient de démunir, il voit une dame qui vend des pommes au coin de la rue, et cela le rend sentimental. Il lui donne donc un gros pourboire, espérant effacer par ce geste de bonté le méfait qu'il a commis en s'en prenant aux pauvres du pays au profit des grandes sociétés. Même son sourire, je crois, ne suffit pas à faire oublier cela.

A mon avis, comme de l'avis de tous mes collègues, je crois, il s'agit d'un budget frauduleux. On voudrait que les pensionnés de la sécurité de la vieillesse se montrent reconnaissants de l'augmentation de \$2.88 qu'on leur offre. Certes, ceux qui touchent le supplément de revenu garanti obtiennent un certain secours, et nous nous en réjouissons. Mais il n'y a pas eu d'augmentation des prestations de base, alors que cette augmentation s'impose depuis longtemps. On voudrait que ces pensionnés soient pleins de gratitude, mais tout me porte à croire qu'ils ne le sont pas. Ils ne sont pas si bêtes. Ils savent bien que les chèques sont censés leur parvenir juste avant les élections et qu'on s'attend qu'ils réagissent en manifestant de la gratitude. Les pensionnés seraient peut-être reconnaissants si le gouvernement leur prodiguait les mêmes largesses qu'aux sociétés. Peut-être devraient-ils rembourser à l'État 1 p. 100, ce qui lui donnerait 2.8 c. Le gouvernement devrait peut-être émettre des billets de ce montant et